

Déclaration des associations démocratiques issues de l'immigration marocaine

Il est temps que toutes les personnes éprises de justice, de Démocratie et de Liberté, s'élèvent clairement contre toutes les déclarations qui insultent, non seulement, les associations issues de l'immigration marocaine mais également la mémoire de tous ceux qui ont voué leur vie à défendre les intérêts matériels et moraux des Marocains du Monde. Au moment même où l'Etat marocain brillait par son absence, son silence et parfois par sa complicité.

Des propos insultants, diffamatoires, irrespectueux, humiliants, manquant d'analyse, d'argumentation et de démonstration, sortent de la bouche, non pas de personnes d'extrême droite, mais de ceux qu'on pensait être nos propres confrères issus de l'immigration.

Le combat mené par les associations démocratiques issues de l'immigration marocaine en Europe démontre depuis les années de plomb, et jusqu'à nos jours, l'importance de leur contribution pour une société basée sur la dignité, la justice, la citoyenneté et l'égalité. Par ailleurs, le manque de recul de Monsieur Ajbali – dont il est question ici - vis-à-vis des médias et son mépris affiché pour certains, donnent une idée sur sa conception de la liberté de la presse, surtout quand elle soulève les dysfonctionnements graves d'une institution.

Nous ne laisserons personne jeter en pâture les luttes acharnées menées par les associations démocratiques de l'immigration. Ces luttes menées dans l'industrie automobile, les mines ou dans d'autres secteurs de l'économie Européenne. Des militants sincères, dévoués et épris de justice dont la noblesse n'a d'égal que leur refus de l'injustice et de l'arbitraire.

Les combats des associations démocratiques de l'immigration marocaine pour l'égalité des droits au Nord, allaient de pair avec celui de l'édification d'un Etat de droit au Maroc.

Un constat unanime place les Marocains du Monde à la tête des communautés étrangères actives dans le domaine associatif. De l'animation de quartiers à la solidarité internationale, en passant par les clubs sportifs, les associations culturelles et les associations de défense des droits, les associations laïques, issues de l'immigration marocaine continuent à montrer que cette dernière représente un apport positif pour les pays de résidence et pour les pays d'origine.

Ces associations sont citoyennes, crédibles et engagées. Elles bénéficient toutes de l'estime et du respect des autorités locales et des pouvoirs publics. Ces structures associatives sont composées de nombreuses femmes et nombreux hommes qui ont fait et donné sens au mouvement associatif issu de l'immigration, et non pas seulement d'un seul individu, qui profiterait allègrement de financements occultes servant leur unique responsable. Elles ne sont ni « leurre » ni « chimère », mais au contraire, elles sont ancrées dans des réalités et des contextes difficiles et complexes, qu'elles tentent de rendre plus constructifs pour un monde meilleur. Elles existent pour certaines depuis plusieurs décennies, et continuent de recevoir les deniers des pouvoirs publics (alors que les financements sont de plus en plus difficiles à obtenir dans un contexte fragile et touchant tout particulièrement les associations issues de l'immigration) car elles répondent à des besoins précis et contribuent à établir un monde plus juste de part et d'autre de la Méditerranée, avec plus de droits, d'égalité, de solidarité, de liberté et de démocratie. Les tentatives de l'Etat marocain en un premier temps de neutraliser les associations démocratiques par les amicales et en un deuxième temps par l'instrumentalisation

ont échoué face à la ténacité des militants marocains de l'extérieur et grâce à leur « incorruptibilité ».

Seule une grande méconnaissance du monde associatif et surtout des lois des pays du Nord qui gèrent les associations permet de confirmer qu'une gestion féodale d'une structure, quelle que soit sa nature, est possible.

Beaucoup d'honnêtes hommes et femmes ont refusé de « se notabiliser » sur le dos de l'immigration, laissant ainsi le champ libre aux arrivistes et opportunistes de tous genres.

Nous, associations signataires :

1. Condamnons toutes les déclarations ou actions qui visent à décrédibiliser l'action associative au Nord comme au Sud.
2. Attirons l'attention de l'opinion publique sur les nouvelles méthodes qui visent à semer le doute sur l'action civique, politique, sociale et culturelle des associations démocratiques.
3. Renouvelons notre souhait de voir aboutir l'Etat de droit au Maroc dans lequel des institutions sont démocratiquement investies et dont les responsables sont à la hauteur des tâches qui leurs incombent.
4. Réaffirmons notre attachement au travail associatif indépendant, honnête et désintéressé. Le travail bénévole et militant reste le socle de notre engagement associatif.
5. Demandons un regard plus strict sur l'utilisation des deniers publics par toutes les institutions de l'Etat à l'instar de ce qui se passe dans les pays du Nord.

Premiers signataires :

- Plateforme Euro-Marocaine Migration Développement Citoyenneté et Démocratie (Association internationale)
- EMCEMO (Pays-Bas)
- Na'oura (Belgique)
- Migration & Développement (France)
- Immigration Développement Démocratie (France)
- Khamsa (France)
- Crépuscule (France)
- Fédération des Associations de Figuig France-Maroc (France)
- Générations Tinghir (France)
- Ancrages Marseille (France)
- Racines et Horizons (France)
- AMF - Association des marocains en France (France)
- ATMF - Association des travailleurs maghrébins de France (France)
- Association Oued Mait (France)
- CODENAF (Espagne)
- AMMN (Associations des Mineurs Marocains du Nord)

- Association des migrants marocains aux Iles Baléares "Al Maghreb" (Espagne)
- AKNARIJ (Pays Bas)
- SENS - Solidarité Echange Nord Sud (France)
- MCDA –Migrations et co-développement Alsace (France)
- Université ouverte Migration Droits de l'homme et Développement